

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

# ÉLARGISSEMENT DU TIERS-PAYANT, ANNONCE PRÉMATURÉE ET DÉMAGOGIQUE

## Les malades chroniques, nouveaux bénéficiaires

**Les personnes atteintes de maladies chroniques bénéficieront à partir de la prochaine rentrée sociale de consultations gratuites dans le cadre du dispositif de conventionnement médecin-Sécurité sociale, selon des informations rendues publiques le 1<sup>er</sup> juillet par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.**

En fait, cette notion de gratuité est trompeuse, car il s'agit d'élargissement du système du tiers payant au profit des personnes atteintes de maladies chroniques : elles n'avanceront pas les frais de la consultation auprès des seuls médecins privés conventionnés avec la Cnas ou la Casnos ! Or, la proportion de médecins privés qui sont aujourd'hui conventionnés est insignifiante. Ce tiers payant n'est pas «gratuit», il est financé par les cotisations des assurés sociaux, qu'ils soient actifs ou retraités. «Désormais les malades chroniques auront la possibilité de choisir leur médecin de famille (généraliste et spécialiste) défini dans



une liste de médecins conventionnés établie par l'organisme de la Sécurité sociale, afin de bénéficier de consultations et d'actes médicaux gratuitement», a indiqué à l'APS, le directeur général de la Sécurité sociale auprès de ce ministère. Oui, mais cette procédure va être très lente et complexe à gérer, sans compter les lourdeurs bureaucratiques des organismes de Sécurité sociale qui en auront la charge. Cette mesure qui était desti-

née uniquement aux retraités et leurs ayants droit depuis l'année 2009, sera élargie aux 2,8 millions de personnes atteintes de maladies chroniques (26 groupes de maladies chroniques dont le diabète, l'hypertension, les maladies cardiovasculaires, rénales et respiratoires chroniques), et bénéficiaires d'une couverture sociale à 100%.

Ce directeur a annoncé que «certaines maladies nécessitant des soins lourds et coû-

teux seront introduites prochainement à la liste des maladies chroniques afin de garantir une priorité en couverture sociale au profit des personnes atteintes, et enfin bénéficieront de cette mesure».

### Les risques d'un indécent tapage médiatique de trop !

Dans ce sens, il a déclaré que «la liste des maladies chroniques sera prochainement actualisée en prenant en compte des critères scientifiques basées sur les données de l'évolution épidémiologiques». Le dispositif de partenariat médecin-Sécurité sociale qui compte actuellement 2 400 médecins conventionnés a pour objectif d'assurer une meilleure organisation du recours au système d'offre de soins. «Une amélioration du suivi médical des assurés sociaux et de leurs ayants droit, et le développement d'un partenariat médecin-Sécurité sociale pour la promotion de la qualité des soins, de la prévention et de la rationalisation des dépenses de santé», figurent parmi les objectifs de ce dispositif. En 2013, le dispositif de conventionnement du médecin traitant-Sécurité sociale sera généralisé à tous les assurés sociaux. Le système tiers payant institué par la législation de Sécurité sociale

évitait à l'assuré le paiement direct des frais de soins de santé lorsqu'il s'adresse à une structure de soins ou de services liés aux soins. L'organisme de Sécurité sociale procède au règlement des montants des prestations à l'établissement ou au professionnel de la santé conventionné, l'assuré est dispensé de tout paiement lorsqu'il est pris en charge à 100% conformément la réglementation en vigueur, c'est le cas notamment des malades chroniques. Mais pourquoi faire autant de tapage médiatique pour une mesure qui n'est pas très claire, qui n'est pas prête, faussement intitulée et s'adressant à une population encore mal définie ? Le directeur général de la Sécurité sociale en fait un peu trop, risque de tromper son monde et de créer de faux espoirs auprès des personnes ciblées — atteintes de maladies chroniques —, qui souffrent déjà d'un accès aux soins de plus en plus difficile. Alors pourquoi cette annonce prématurée et démagogique, dans un contexte marqué par un ministère sans ministre ?

Gare aux «auto-promotions» qui peuvent avoir l'effet inverse de ce qui est attendu et précipiter des fins de carrière. On ne commerce pas avec la misère des gens...

Djilali Hadjadj

## Les gardes communaux à la retraite

Après avoir organisé de très fortes contestations pour leurs droits sociaux, notamment dans un grand nombre de villes d'Algérie ces dernières années, les gardes communaux ont été «transférés» du ministère de l'Intérieur à celui de la Défense. A l'issue des importants rassemblements des gardes communaux à Alger en 2010 et en 2011, le gouvernement avait décidé de prendre en compte un certain nombre de leurs revendications.

La mise à la retraite d'office pour la majorité d'entre eux fut décidée. Les gardes communaux exerçant dans la wilaya de Tipasa ne cessent de protester chaque mercredi devant le siège de la wilaya. Leur plateforme de revendications se résume, d'une part, au retard de l'envoi de leur dossiers de retraite à la CNR de Tipasa, et également à une prime de panier estimée à 6 000 DA et autres avantages sociaux d'autre part.

Selon une source de la wilaya qui a exhibé une correspondance portant le numéro 254/2012, l'IEP (indemnité d'expérience professionnelle) a été régularisée par les services de la délégation communale de wilaya et a été transférée au contrôleur financier.

S'agissant du problème de la retraite, tous les dossiers des gardes communaux concernés par cette mesure, ont été envoyés à la tutelle pour étude, précise la même source.

Le droit à la retraite pour les gardes communaux est lié au nombre d'années requis par la loi en vigueur. Il semblerait que le gouvernement ait décidé de leur ajouter 5 années à la reconstitution de leur carrière (cotisations sociales rachetées à la charge du budget de l'Etat), afin de faciliter le départ à la retraite du plus grand nombre possible de gardes communaux.

LSR

## La feuille de maladie n'est plus exigée

La feuille de maladie, exigée depuis des années au niveau des pharmacies, n'est désormais plus indispensable pour bénéficier des prestations de la Cnas. Elle est remplacée par la carte Chifa.

Les assurés sociaux peuvent faire valoir leurs droits aux prestations de la sécurité sociale, en présentant seulement leur ordonnance et la carte Chifa. Cette mesure ne concerne pas les personnes affiliées à la Cas-

nos. La mesure a été accueillie avec soulagement par les assurés et les ayants droit affiliés à la Cnas.

Parfois des pratiques illicites étaient relevées, puisque cette feuille introuvable dans certains centres payeurs de la Cnas était vendue entre 5 et 10 dinars dans certains endroits.

Quelques pharmaciens donnaient aux malades des feuilles de maladie avec leur griffe, pour les obliger à retourner acheter

leurs médicaments. La suppression de la feuille de maladie pourrait mettre un terme à ces dépassements et réduire les dépenses de la Cnas (notamment le coût de l'impression des feuilles de maladie).

Cette mesure entre dans le cadre des réformes de ce secteur, dont la généralisation de l'utilisation de la carte Chifa et les conventions entre la Cnas et les professionnels de la santé.

LSR

## LES LUTTES POUR LEURS DROITS DES RAPPELÉS DU SERVICE NATIONAL

### Des marches prévues pour le 5 juillet

**Les délégués des militaires du service national, mobilisés en tant que rappelés durant la période allant de 1995 à 1999, viennent de tenir leur congrès dans la wilaya de Aïn Defla.**

Des commissions ont été installées, chargées de suivre de près l'évolution des différentes requêtes déposées auprès du ministère de la Défense nationale. Les délégués ont voté à l'unanimité l'organisation de plusieurs sit-in et marches au niveau de chaque wilaya le 5 juillet prochain.

«Nous nous interrogeons sur les motifs du silence de tous les responsables habilités à traiter notre dossier qui est pourtant au niveau du Premier ministre», peut-on lire dans le communiqué ayant sanctionné les travaux du congrès. Ils ont rappelé que «les effectifs mobilisés en tant que rappelés du service national, ont largement contribué à la réussite de toutes les démarches de lutte contre le terrorisme.

Que ce soit en lutte armée ou en réconciliation nationale. Il est inconcevable aujourd'hui que le repentir-terroriste ait bénéficié de tant de privilèges, alors que nous, qui avons donné tant de sacrifices, soyons marginalisés». Un appel est lancé à l'adresse du président de la République pour «se pencher sur la situation de cette frange ignorée de la réconciliation nationale».

LSR